

Joué,
le 1 Juillet 1937
Prix: 0,15



Grabador Esteve, 4 - VALENCIA

Porte-parole de la Confédération
Nationale du Travail et de la
Fédération Anarchiste Ibérique

N.º26

LA GUERRE EST INEVITABLE

La farce continue. Il n'est pas original de le proclamer, mais que dire sinon que... la farce continue?

Certes, elle perd peu à peu de sa saveur. La haute politique se pavane, à se renouveler, et les actes se suivent, mais que les arguments varient. La position des partenaires reste ce qu'elle était au début. Ces hauts et ces bas, ces revirements qui sont l'essentiel de l'art dramatique, du spectacle, l'ont complètement défaut ici. Sauf que les germano-italiens ont gagné en arrogance provocante, que leurs aboiements montent de diapason à chaque instant, et qu'on sent la rage les gagner de voir la France et l'Angleterre se confiner dans une attitude molle et passive, comme si elles étaient privées de réflexes, faisant penser à ces boxeurs étourdis par les coups et continuant d'encaisser en se servant de leur adversaire pour ne pas s'affaler.

Les clichés, dévalorisés par l'inflation de formules dilatoires, finissent par ressembler à des incantations funambulesques énoncées par des pitres asthmatiques parodiant piteusement le rôle des premiers chrétiens mourant dans l'arène les yeux tournés au ciel.

Quand on apprit à Monsieur Eden que Bilbao était pris, il dut écarquiller les yeux, puis les guigner, comme un homme à qui on ne la fait pas et demander, entre deux bâillements flegmatiques et mondains:

What do you say? It's not possible?

Et de commander, à defeuner, quelque légume ferrugineux afin de démontrer que la perte des gisements cantabriques se pouvait aisément compenser.

L'évidence n'a jamais eu le don d'impressionner le ministre des Affaires étrangères de l'Empire.

En attendant, l'indifférence avec laquelle l'Angleterre accueille le progrès des armées fascistes plonge les politiciens de cabaret dans la plus grande stupeur. Ces braves gens s'imaginaient que, à Londres, on a la même conception qu'eux des intérêts britanniques. Ils oubliaient que le tempérament est le facteur prépondérant quand il s'agit, pour les individus comme pour les peuples, d'interpréter leurs intérêts. De plus, ils oubliaient que la haute stratégie ordonne de savoir sacrifier un pion, et même quand ces pions sont l'amitié de quelques nations. Les moyens importent peu, l'essentiel est de rester, en fin de compte, maître du terrain.

La conviction intime des dirigeants anglais est que dans le monde existent encore assez de richesses à sacrifier aux mollosse allemand et italien, et dont la perte ne saurait ébranler la Couronne, étant donné qu'elles ne lui appartiennent pas. Se sentant impuissants à éteindre l'incendie, ils ont résolu de le détourner. Humain, trop humain.

Mais si nous étions à la place des Français, nous envisagerions froidement le problème, avec plus de sagacité et de perspicacité qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent.

Nous poserions comme donnée préalable, comme un axiome irréfutable, que la solidarité franco-britannique s'est noyée définitivement dans le lac de Genève.

Ensuite, après avoir regardé la situation bien en face, nous admettrions, une fois pour toute, que la guerre est inévitable.

(suite à la troisième page)

La culture européenne en danger

sont les nazis qui nous la vont
sau... en a fait part à une masse
d'auditeurs... Monsieur Hans
Franck, Ministre de l'état, par la grâce
du dieu Wotan.

Le moyen préconisé par ce sympathique prédicateur se réduit à une petite croisade contre le communisme.

Décidément, le nombre de mythes se va amplifiant chaque jour davantage. Il en ont créé d'autochtones, ou, plutôt, ont restauré les anciennes divinités, tout étonnées de renaître de leurs cendres et d'entendre fredonner sous leur nez Le Crépuscule des Dieux, de ce fameux Wagner, qui a moins bien réussi en prophétie qu'en musique, probablement parce qu'il ignorait de quoi les militaires sont capables: de tout, en quelque sorte, de perdre génialement de grandes batailles et de s'en consoler en remettant un vieux culte en vigueur, comme il se doit de la part de gens incapables de rien créer.

Mais ces mythes autochtones ne suffisent pas. Il en faut instaurer à l'extérieur, ceux-ci servant d'appâts à la meute famélique des sans-travail ou des travailleurs sous-alimentés, réduits à tout imaginer pour se sauver de la faim, et contents qu'on veuille bien prendre la peine préalable de justifier le meurtre qu'ils portent latent dans leur entrailles crispées.

Le communisme, voilà l'ennemi!

(suite à la troisième page)



NOCTURNE

Les obus sifflent. Nuit resplendissante d'étoiles.

Dans la paix de la nuit, la cité dort. Les obus sifflent. L'ennemi n'a rien à faire. Pour tuer le temps, il bombarde la cité endormie.

Dans la ville, des femmes et des enfants dorment, se reposant des fatigues de la journée. Des enfants font des rêves d'aventures puériles. Des vieillards asthmatiques toussent. Mais les obus sifflent, sifflent toujours.

Cela fait une musique tragique chantant la tragédie des foyers madrilènes, ces foyers paisibles, souriants. Intérieurs de bonheur familial. Mais tandis qu'ils sont endormis, les obus sifflent. Où vont-ils éclater? Quels foyers vont-ils réveiller? Où vont-ils aller détruire l'humble demeure d'une famille? Les obus sont implacables, des obus fascistes, c'est tout dire. Des mains criminelles chargent les canons, des mains criminelles les font partir. Ils savent que ces obus vont détruire un foyer, le bonheur d'une famille. Mais qu'importe? Qu'importe que meure un enfant assoupi près de sa mère. Qu'importe que meure en cette nuit printanière, un pauvre vieillard. Ils sont ainsi, c'est leur système. Madrid ne l'oubliera jamais.

La ville n'a pas droit au repos. La barbarie fasciste le lui défend.

En pleine nuit, les obus perforeront les murs des maisons. On s'est couché de bonne heure après avoir échangé des baisers. On ne savait pas que la mort était si proche. Et ce baisers, cette nuit que sifflent les obus,

ont précédé la séparation éternelle. Mais les fascistes ne sauraient s'émouvoir. Ils n'ont pas de cœur. Les canons, entre leurs mains, sont des instruments servant à torturer les populations civiles. Est-ce cela que le Comité de Londres appelle humaniser la guerre? Qu'il se renseigne auprès des artilleurs fascistes accomplissant cette besogne sinistre. Eux, n'y voient aucun mal. A leurs yeux, il s'agit d'une simple distraction. Que pourraient-ils faire d'autre au cours de ces nuits placides de Juin. La nuit invite à se divertir. Cette année, il est impossible de célébrer aucune veillée traditionnelle. Mais les fascistes ne se résignent pas à rester privés de feux de joie. Ils lancent des obus, qui tiennent lieu de fusées. Au cours des veillées, les gens se divertissaient comme ils pouvaient. C'est ce que font nos fascistes. Leur plus grand plaisir, leur seul plaisir, est de faire du mal, le plus de mal possible. Leurs veillées ne sauraient avoir d'autre caractère, ce sont les veillées de la mort.

Au cours des veillées, le plaisir des braves gens était le jeu de massacre avec des poupées grotesques servant de cibles. Maintenant, les fascistes ont introduit les veillées de la mort. Ils s'amusent à dépecer des en-

fants, innocents, des femmes tremblantes de peur, des vieillards. Les vieilles ont revêtu le caractère des grands spectacles barbares de la décadence romaine. Au lieu de la bière, du cidre et du vin, c'est le sang qui coule. Jadis, au cours des nuits de liesse, les jeunes gens essayaient la puissance de leurs muscles. Aujourd'hui, on s'exerce à tirer contre d'humbles foyers.

Pourtant, Madrid se défend, sans se plaindre. Pas une protestation! Même le don Juan du quartier ne se plant pas d'être privé des réjouissances d'antan. Il se contente de lever le ponig avec rage. La nuit fortifie Madrid. Chaque habitant est une accusation contre les rebelles. S'il existait une conscience universelle, cette accusation émouerait les hommes au plus intime de leur être, et l'univers entier se souleverait contre nos assassins. Ils seraient mis en accusation comme des criminels de bas-étage, comme des ennemis du genre humain. Mais les obus sifflent toujours. Chaque obus qui éclate, c'est une plaie s'ouvrant dans un foyer où habitent des femmes et des enfants.

Mais pour les fascistes, c'est un nocturne chantant leur sadisme incoercible.

ARIEL

**Il faut choisir
entre les intérêts créés
et les forces creatrices**

L'indomptable

La politique internationale

(suite de la première page)

Et que le plus urgent est de chercher à la soutenir avec le moins de risques possibles.

Qu'ils proclament d'abord qu'en attirant les Allemands dans la Méditerranée, Mussolini a commis un crime impardonnable, couronnant hideusement sa carrière d'homme d'état et se mettant au ban de la société.

La tyrannie, quand elle échoue, appelle contre elle les moyens qui la caractérisent.

Qu'a-t-on fait, jusqu'à présent, pour éclairer l'opinion publique, et l'élite d'un pays soumis au régime du bon-plaisir, privé d'informations et de la liberté d'expression ?

Il serait pourtant de la plus grande importance qu'on sût au pays de Victor-Emmanuel ce que représente l'axe Rome-Berlin, dont tous les avantages vont à l'Allemagne, qui ne tardera pas à s rendre maîtresse de l'Autriche, dont l'indépendance devrait précisément être garantie par l'Italie en accord avec la France, la Petite-Entente, la Russie, la Grèce, la Turquie, l'Espagne, etc.

Si un frein n'était pas mis aux errements du chef romain, Trieste cesserait bientôt d'être une cité italienne, et l'Adriatique deviendrait une mer allemande ainsi que la Méditerranée, qui serait, en peu de temps, un lac germano-anglais beaucoup plus que ce lac italien auquel Mussolini ne cesse de rêver.

Il y a un abîme entre le sens humain de la nationalité et l'impérialisme, qui en constitue, à vrai dire, l'antithèse.

La poussée allemande en Europe centrale ne trouverait aucune compensation du fait de l'expansion coloniale italienne. La solidité d'un empire colonial dépend de sa position géographique, stratégique et politique de la métropole. Les Français le savent bien, ceux, du moins, qui ont quelques notions d'Histoire, car ils connaissent, ou devraient les connaître, les causes de l'affaiblissement du leur. Après avoir éliminé la France, il en coûterait peu à l'Allemagne de recommencer, à l'égard de l'Italie, la politique des Habsbourg. De cette façon, les conquêtes coloniales que Hitler aurait laissées à Mussolini d'effectuer se transformeraient, en quelques années, en fleuron de la couronne pangermanique.

Nous ne ferons pas à Mussolini l'injure de supposer qu'il n'aperçoit pas le danger ; mais il s'est laissé pousser sur la pente et se trouve désormais prisonnier des mythes qu'il a créés ou qu'il s'est laissé imposer, le dernier en date étant le « nationalisme » de Franco.

C'est à Napoléon III, c'est-à-dire à la France, que l'Italie doit son existence en tant que nation. La France est en droit d'exiger que les élucubrations de ce produit monstrueux du marxisme qu'est Mussolini n'en viennent pas à réduire la conception d'une Europe fédérale issue du génie français.

Le réveil du sens national en Espagne, en Espagne loyale, devrait retenir l'attention de tous ceux qui prétendent travailler en faveur d'une renaissance de la latinité. Le malheur est que l'imposture de Franco, son nationalisme d'apparat, en ont imposé aux gens que travaille un attachement incoercible aux intérêts de la ploutocratie internationale et aux aspects les plus archaïques de la vie.

La démagogie des rebelles espagnols est parvenue à tout fausser. Mais il n'est, cependant, pas trop tard pour effectuer une transmutation mentale des valeurs et examiner le problème angoissant de l'avenir de la civilisation selon des données objectives, débarrassées des projections subjectives qui en déforment l'aspect.

L'indomptable

La culture européenne en danger

(suite de la première page)

Le communisme ! Cette entité qui n'a ni commencement ni fin. Ni commencement, surtout.

Nous avons rencontré, parfois, des gens se disant communistes. Nous n'y avons pas toujours trouvé un grand plaisir, car l'espèce des évangélistes ne nous est pas toujours d'un contact agréable, quand on sent que, pour eux, le salaire passe avant l'évangile. Nous ne les avons trouvés ni plus ni moins cultivés que le commun des mortels. Certains, même, peignent mieux que Monsieur Hitler,

quand il s'agit de se livrer à des discours gratuits, d'envoyer les intellectuels faire la récolte et amener les paysans à la ville pour traiter des questions de culture.

Mais l'inconvénient des communistes que nous connaissons n'est pas qu'ils soient communistes-ils le sont si peu que cela ne se voit pas-mais que ce sont des politiciens dans l'acception la moins agréable du mot, et si on nous donnait à choisir

le Gestapo, nous opterions pour Jojo la Terreur et la Justice du « milieu », dernier vestige des mœurs de la Chevalerie. A moins que nous ne nous laissions aller à subir le sort de l'âne de Buridan et à mourir d'inanition, incapables de nous décider entre ces deux créations sublimes de la civilisation contemporaine.

Ce numéro a été soumis à la censure

MATCH ET "CHIQUE"

L'échange de discours entre Monsieur Lloyd George et Mister Eden constitue un dialogue tragi-comique, que la postérité ne manquera pas de styliser pour les porter à la scène.

La dernière manifestation de ces deux renards, de ces deux pur représentants du génie politique anglais, restera comme le couronnement de leur carrière, marquée autant par le talent du navigateur que par celui de l'avocat.

C'est sans doute sur mer que le tempérament, la psychologie anglaise se sont formés. Les Anglais sont d'admirables louvoyeurs, habiles à éviter les écueils, à ruser avec les obstacles, sachant, quand il le faut, ramener les voiles et fuir le combat, s'il ya lieu.

Quand on connaît les sentiments de Lloyd George à l'égard de la France, ses rodomontades contre l'Allemagne prennent un aspect vraiment aristophanes digne des sarcasmes de Bernard Shaw. Principal ouvrier du Traité de Versailles, et continuateur de la fameuse politique du déséquilibre européen, désagrégateur systématique de l'Europe continentale, il se permet toutes les audaces que lui permet un talent exceptionnel de comédien.

Le grand démagogue n'oublie jamais ce qu'il croit devoir à son pays, à l'Empire, à la noblesse et à la City. C'est ce qui lui fait accepter de gaité de coeur le rôle secondaire de comparse au service de la politique du cabinet Neville Chamberlain. En Angleterre, l'opposition a toujours été un pilier discipliné de la Couronne et de l'Etat. L'accord entre les différentes classes au sujet des intérêts impériaux a toujours été parfait, sauf en de rares occasions, mais lorsqu'il y eut divergence, le Parlement fut congédié.

L'interpellation de l'ancien ministre n'a eu d'autre objet que de permettre à Monsieur Eden de se justifier aux yeux de l'opinion publique de son pays.

Même en nous tenant au résumé succinct que nous en avons sous les yeux, l'analyse des discours de l'interpellateur et de l'interpellé est des plus édifiantes, et les deux politiques ont fait des déclarations qui resteront dans l'Histoire.

Dans les arguments employés par le député libéral (et combien), éclate sa solidarité intime à l'égard du cabinet Chamberlain.

Quand il s'agit du gouvernement anglais, il se contente de lui reprocher de ne pas avoir haussé le ton au diapason des gouvernements dictatoriaux. Mais il s'applique à imputer la responsabilité de la chute de Bilbao au gouvernement de l'U. R. S. S. et au gouvernement Blum, leur reprochant de ne pas avoir

fourni à la République espagnole toute l'aide qu'ils étaient en état de lui apporter. C'est un moyen très habile de détourner contre Paris et Moscou la haine du peuple britannique. L'habileté de Lloyd George consiste, donc, à se servir de Moscou et de Paris comme de paratonnerres.

Du reste, nous partageons assez son avis; seulement nous sommes persuadés que la carence de la France et

l'U. R. S. S. sont dues, précisément, aux manœuvres et aux atermoiements du Foreign-Office.

En ce qui concerne la France, il ne faut pas oublier que c'est Monsieur Lloyd George qui été un des principaux instruments de sa dépendance à l'égard de l'Angleterre, et qu'il a été le promoteur de la résurrection militaire de l'Allemagne, résurrection consacrée par la politique de ses successeurs et la signature du dernier accord naval.

Les déclarations de Monsieur Eden ne sont pas moins savoureuses. Aurait-il voulu proclamer carrément la faillite de la S. D. N. qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Acculé, par les événements, dans ses derniers retranchements, le grand homme d'état a proclamé que les intérêts de l'Angleterre constituent sa seule préoccupation. Nous n'en avons jamais douté, et nous nous garderons bien de le lui reprocher, mais il hautement déplorable que les autres nations se soient laissé bernier par le mythe de la sécurité collective, dont l'Angleterre s'est fait un drapeau depuis la signature du Traité de Versailles.

Le caractère serpentin de la pensée britannique se dégage des contradictions existant entre les divers passages du discours de Monsieur Eden.

Monsieur Eden commence par dire que la situation s'est aggravée après l'incident du «Deutschland».



Or, il a été révélé que les canons du «Deutschland» étaient prêts à tirer contre tout avion qui l'approcherait.

Ensuite, le siège de Bilbao était commencé avant l'incident en question et, selon les propres déclarations de Mussolini, il fallait que les morts de Guadajara fussent vengés. En outre, personne n'ignore, non plus, que ces déclarations furent la conséquence de la campagne menée par la presse anglaise contre l'armée italienne. Ces messieurs s'envoyèrent Caporetto et Saint-Quentin à la tête, et Mussolini en profita pour introduire les mœurs de la vendetta dans la politique internationale.

Nous doutons fort que, sans le bombardement en question, le siège de Bil-

bao eût été levé, et il est matériellement impossible que tous les renforts en hommes et matériel soient parvenus sur le terrain des opérations après la démonstration allemande contre Almeria.

L'incident du «Deutschland» reste très obscur, ou il devient très clair quand on considère qu'il s'est produit à point nommé pour soutenir et renforcer l'action contre Bilbao, et plonger Monsieur Eden dans le doute au sujet de ses obligations envers un peuple victime d'une agression. On ne saurait nier que le désarroi qui en naquit dans l'esprit et le coeur des membres du Comité de Non-Intervention fut très propice à l'action italo-allemande en Biscaye. Comme Gabriel Péri le faisait remarquer il y quelque temps, le retrait de l'Italie et de l'Allemagne du contrôle leur a permis de gagner du temps et d'accroître leur intervention en faveur de Franco. Le drame de conscience dont Monsieur Eden fut la proie n'a eu d'autre conséquence que d'accélérer la victoire dont Hitler et Mussolini avaient déclaré, il y a pas mal de temps, avoir besoin avant d'entrer en négociation, c'est-à-dire avant d'accepter la médiation chère à la ploutocratie internationale.

Que l'incident du «Deutschland» n'ait été qu'une simple coïncidence, une de ces «fatalités», ou un des ces effets de la «sainte-Providence», nous ne savons pas exactement, car il est très difficile de décider si l'incident aura des conséquences «fatales» ou «providentielles».

Après avoir reconnu que les intérêts de l'Empire prévalent sur toute autre considération, Monsieur Eden confesse que le monde sera toujours à la merci d'un incident quelconque tant que les différents gouvernements n'accepteront pas de se soumettre au droit.

Or, la soumission au droit implique l'acceptation d'y sacrifier une partie de ses intérêts. Faire ressortir la primauté des intérêts et faire appel simultanément au respect du droit international constitue un de ces paradoxes qui sont le plus bel apanage de l'esprit anglais. Il y a là deux termes nettement inconciliables, et dont la confrontation consacre la faillite d'un système arbitraire.

La conclusion du discours de l'éminent homme d'état lui donne un caractère de franche expectative.

Monsieur Eden ne saurait affirmer que la politique de non-intervention puisse continuer. Il faut qu'il en réfère d'abord à la France. Et espérons que celle-ci saura enfin, passer outre aux avis et aux questions dilatoires du Foreign-Office.

L'Indomptable

Une circulaire du Ministre de la Defense Nationale



Une tendance marquée au prosélitisme politique à envahi les zones militaires. Il nous semble qu'une obstination si véhémement est d'un goût plutôt douteux en ce moment, d'autant que nous ne la croyons même pas justifiée dans les secteurs où la propagande politique s'effectue habituellement, car nous considérons que de telles tentatives de s'assurer la prépondérance politique sont pour le moins prématurées. Il nous semble qu'il serait préférable d'attendre que la libération de tous rende au peuple la possibilité d'exprimer sa volonté.

De toute façon, nous ne croyons pas devoir permettre que l'on agisse auprès des forces armées afin d'augmenter le nombre d'affiliés d'un parti ou l'autre, ou de n'importe quelle organisation syndicale. On ne peut exiger des combattants autre chose que d'être antifascistes. L'antifascisme doit être le trait d'union unique. Les querelles partisans, surgissant de l'activité que l'on déploie à s'arracher mutuellement des affiliés, ne peuvent avoir d'autre conséquence que d'ébranler la solidarité sans laquelle l'Armée populaire perdrait son efficacité, solidarité que nous croyons sacrée.

Les inconvénients de ces procédés sont notoires et leur nocivité est d'autant plus grande qu'ils émanent du commandement. La moindre indication adressée, dans ce sens, à un inférieur, constitue une coaction répugnante, surtout si elle est exercée par les commissaires politiques, dont la mission principale est de coordonner la volonté des soldats et non de la dissocier.

En raison de quoi, nous disposons que :

1.° Il est formellement interdit aux individus appartenant à l'armée de terre, de mer ou de l'air, de se dédier à toute propagande dont l'objet serait d'obtenir de la part des soldats, des officiers et des officiers supérieurs, qu'ils s'inscrivent à un parti politique ou à une organisation ouvrière quelconques. La liberté d'opinion des combattants doit être scrupuleusement respectée, et aucun autre titre de loyauté ne saurait être requis d'eux que de faire partie d'un centre politique ou syndical compris dans le front antifasciste.

2.° Les propositions ou les simples indications adressées par un supérieur à un subordonné dans le but d'obtenir de ce dernier son changement de parti ou d'organisation seront considérées comme constitutives d'un délit de coaction et comporteront la dégradation sans préjudice des suites pénales.

3.° Les commissaires politiques qui enfreindraient les dispositions de la présente circulaire seraient révoqués.

4.° Les sous-secrétaires de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation, les commissaires généraux, etc., sont chargés de veiller avec la plus stricte attention à l'accomplissement des présentes dispositions.

Valence, le 27 Juin 1937.

Indalecio Prieto.

L'indomptable

Encore une crise résolue

(Suite de la huitième page.)



Luis Comnays est un habile politicien. Nous devons à son libéralisme de lui avoir sauvé la vie lors de l'insurrection militaire. Il nous en est reconnaissant et nous le prouve en nous épargnant de parager avec ses coréligionnaires les responsabilités du pouvoir. Nous l'en remercions chaleureusement et nous souhaitons à son nouveau conseil le bonheur qu'il mérite par la haute signification révolutionnaire et par l'homogénéité indéniable dont il est revêtu.

Fidèles à la conduite que nous suivons depuis le début des hostilités, nous continuerons de ne rien faire qui puisse troubler la marche de la guerre et de la Révolution. Nous avons un sens très aigu de nos responsabilités et nous avons trop confiance dans les destinées de l'Espagne pour perdre la tête au point d'imaginer que certaines erreurs, et certaines mufleries, puissent avoir des conséquences irréparables.

Le sort d'un pays ne dépend pas de la composition d'un cabinet ou d'un Conseil. L'essentiel est de rester sur la brèche disposés à réparer les dégâts qui pourraient se produire.



Les membres de l'Esquerra savent ce que c'est de rester de longs mois en prison victime de

la répression de la réaction. C'est la volonté de tout un peuple qui les a arrachés aux griffes de la cléricaille, de l'aristocratie et de la ploutocratie. Ils commettraient une lourde erreur en l'oubliant. L'Espagne est lasse de l'arbitraire et de la privation systématique de garanties juridiques. Notre cause a suscité suffisamment d'hostilités réelles pour qu'il ne soit pas déplacé de lui en créer d'imaginaires.

Occupér les autorités avec de faux délinquants, c'est les détourner des véritables criminels, c'est leur faire perdre un temps bien précieux.

Nous n'ajouterons rien pour l'instant, nous réservant de juger le nouveau Conseil selon ses actes.

Le monde entier a les yeux fixés sur nous et si l'on peut reprocher à nos amis de ne pas avoir fait grand chose en notre faveur, il faut avouer que nos dissensions n'ont rien d'encourageant.

Tant que nous n'aurons pas réalisé la véritable union de tous les antifascistes, il ne faudra pas s'étonner qu'on nous laisse livrés à nous-mêmes.

Il ne s'agit plus d'assurer la prédominance d'une caste mais bien de vaincre un ennemi commun.

Tout pour la guerre, parfait!



ABONNEMENTS

FRANCE ET BELGIQUE:

Trois mois: 4.20 fr.

Six mois: 8.00 fr.

Un an: 16.00 fr.

(argent français)

Adressez les souscriptions aux:

MESSAGERIES PARISIENNES

28, rue de Saint-Quentin

PARIS (10ème.)

Soumis

à la censure

L'indomptable

MESURES POUR RIEN

C'est très bien.

C'est très bien, c'est parfait, inspiré par les meilleurs sentiments et un sens incontestable de la solidarité. Le Comité Exécutif de la Troisième internationale vient de faire preuve, une fois de plus, d'un sens politique supérieur justifiant pleinement l'influence que cet organisme exerce dans le monde.

Voyons un peu les faits d'où nous vient notre enthousiasme reconnaissant. Ils sont d'autant plus faciles à considérer qu'ils se synthétisent en un avertissement en trois vœux émis par le Comité réuni à Annemasse.

L'avertissement s'adresse à Maurice Thorez: «La prise de Bilbao par les troupes germano-italiennes rend plus nécessaire que jamais l'adoption de mesures en vue d'une action concertée des organisations ouvrières internationales».

Quant au Comité, rappelons l'ensemble de ses propositions concrètes en trois points:

1.^o—Les organisations internationales aviseront tous les gouvernements et les parlements des pays qui ne sont pas fascistes de ce que l'U. R. S. S. réclame l'adoption de mesures d'ensemble propres à déterminer le rappel des forces armées allemandes et italiennes la levée du blocus, et la reconnaissance de droits internationaux du Gouvernement légal de l'Espagne.

2.^o—Elles demanderont à la S. de N. d'adopter des mesures contre les agresseurs fascistes.

3.^o—Elles demanderont aux ouvriers de tous les pays de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que ces vœux entrent dans le domaine des réalisations, pour empêcher de nouvelles agressions et pour que la guerre se termine rapidement.

Nous n'avons jamais mis en doute la bonne volonté et la solidarité du prolétariat international, encore que nous nous demandions si cet internationalisme fragmenté et fragmentaire ne subit pas une déformation du fait de l'existence indéniable de particularités nationales enlevant beaucoup à l'efficacité d'une association plus formelle que réelle.

Ensuite, en prenant connaissance des directives et des mots d'ordre émanant de états-majors centraux des organisations ouvrières, nous nous sentons envahis par un certain scepticisme à l'égard de l'activité de ces organismes imposants.

Car le contraste est criant entre le langage et l'attitude adoptés par les dictateurs fascistes et la politique d'atermoiements et de passivité que révèlent

les notes et communiqué reproduits plus haut.

Tandis que Hitler n'hésite pas à proclamer, au sujet du Contrôle et du Comité de Non-Intervention, que «tous les chats peuvent se brûler les pattes une fois et que tous les hommes peuvent commettre une erreur une fois, mais que seulement le fou se laisse aller à retomber dans les mêmes errements», le Comité de la Troisième internationale n'hésite pas à préconiser une politique qui, après onze mois de dures épreuves à fait complètement faillite, au point que la fourberie de nos agresseurs finit par créer des situations grâce auxquelles ils parviennent à se poser en victimes d'un système qu'ils n'ont cessé de saboter avec la complicité par omission des nations démocratiques.

Mussolini joue cartes sur table. Il déclare impudemment, à la face du monde, que ce que lui et son compère espèrent du triomphe de Franco la libre disposition des gisements miniers de la Péninsule Ibérique.

Nous n'en avons, du reste, jamais douté. Sous le couvert d'une prétendue solidarité idéologique, les Allemands et les Italiens n'ont jamais poursuivi, en Espagne, que des objectifs essentiellement pratiques en accord avec leur politique d'armement à outrance. Nous sommes un peu honteux qu'ils soient les premiers à le déclarer et à dénoncer le mensonge d'une croisade contre le bolchévisme.

Des ces conditions, nous répudions comme erronée et préjudiciable la manœuvre consistant à faire miroiter aux yeux de la foule l'espoir d'un retrait des volontaires fascistes, alors que le but même de leur intervention lui donne un caractère indiscutable de guerre coloniale et implique l'occupation permanente du terrain conquis. Car Hitler et Mussolini ne sont pas assez naïfs pour croire à la pérennité d'un gouvernement qu'ils laisseraient livré à lui-même. L'armée de Franco représente, dans leur esprit, l'équivalent de ces troupes fournies aux puissances colonisatrices par certains chefs de tribus indigènes.

Retirer les «volontaires» reviendrait à renoncer à une conquête effectuée à grands frais. Le ton comminatoire et les diatribes des gouvernements fascistes prouvent abondamment qu'ils n'y sont guère disposés. Dans ces con-

ditions, le dilemme est le suivant: la guerre en faveur de l'Indépendance espagnole ou la reconnaissance du fait consommé. Car les carences retentissantes de la S. D. N., à laquelle la Troisième Internationale s'obstine à recourir, ne laissent plus aucun doute sur son inefficacité. Du moment que Eden lui-même s'aventure à proclamer la primauté des intérêts britanniques sur toutes autres considérations, l'organisme de Genève perd le peu de prestige dont il était encore revêtu.

Quant aux droits du Gouvernement espagnol, seules la force et l'action directe des gouvernements sont susceptibles de les faire respecter.

Le Gouvernement espagnol a contre lui le mythe de la paix perpétuelle, et nous aurions aimé que la Troisième Internationale fasse à ce mythe un procès serré, montrant que l'attitude passive des états intéressés à l'échec de Franco est une des principales causes de la situation alarmante dans laquelle nous nous trouvons.

De plus, nous aurions aimé que la Troisième Internationale fournit quelques indications sur les conditions dans lesquelles elle suppose que le rétablissement de la paix en Espagne serait possible. Car, pourquoi le dissimuler, le troisième paragraphe des vœux platoniques émis à Annemasse n'a pas laissé de nous étonner par son caractère vague, imprécis, et nous a laissé un arrière-goût de cette médiation dont on a parlé naguère et qui nous semble, plus que jamais, participer de l'utopie pure.

Cette médiation ne pourrait devenir une réalité qu'au cas où les Espagnols servant Franco, se rebellant contre lui, se décideraient à tomber sur l'arrière des troupes germano-italiennes et à reconnaître les conquêtes de la Révolution.

En résumé, et quoiqu'il nous en coûte, nous estimons négative la politique menée par la Troisième Internationale. Certes, elle ne nous porte aucun préjudice, mais elle ne nous rend aucun service. Baldwin, Blum et Dimitroff, et Chamberlain actuellement mènent ou ont mené la diplomatie par des procédés identiques consistant à couvrir les faits à l'aide de mots, de formules inopérantes, trahissant la peur, cette peur qui est au commencement de l'agressivité de leurs adversaires.

Ce numéro a été soumis à la censure

ENCORE UNE CRISE RESOLUE



1^{ère} année [- Hebdomadaire - N.º26

Les visionnaires, les parnoïaques allaient passer un mauvais quart d'heure. Les bons apôtres de la contrerévolution, les intriguants balourds, dont les démarches affairées et maladroites dans les milieux de la basse politique cosmopolite dont Paris est le centre ont dû éveiller la satire mordante des marlous de la combine, les malotrus, qu'un brin de culture universitaire n'est pas parvenu à dégrossir, allaient faire un nez de six aunes parce que le président Companys, devait mettre leurs plans en échec et mener à bonne fin une politique d'équité digne d'un esprit réaliste sachant passer outre aux prétentions des féodaux, dont les errements et les abus ont été de tout temps la cause principale de la chute des régimes et de la décadence des peuples.

Les fils à papa, agrémentés d'un diplôme conquis dieu sait comme, allaient s'en retourner la tête-basse, la queue entre les jambes, rejetés par tout un peuple dont la volonté suprême est de vivre indépendant, délivré des augures

des arrivistes impénitents torturés par le complexe de supériorité et la hantise de la prédestination.

Aux premiers bruits de la Révolution, ils partirent, plus exactement, ils s'enfuirent, attestant ainsi combien ils avaient la conscience tranquille et l'âme disposée à sauver un peuple plongé en plein marasme.

Ils s'enfuirent pour ne pas avoir à prendre parti dans une lutte où leur avenir personnel

était engagé. Ainsi, ils se réservaient le droit de reprendre leur place parmi les privilégiés de la politique et de la bureaucratie, pensant que si Franco ne venait à bout de la Révolution provoquée par lui, les réactionnaires camouflés en antifascistes s'en chargeraient et ramèneraient à la raison les masses exorbitées par la folle prétention d'établir un ordre nouveau susceptible de redonner à leur patrie l'éclat et la grandeur perdus.

Paris est un séjour enchanteur, et on comprend mal pourquoi ces émigrés volontaires y ont renoncé.

Lassitude, épuisement des réserves financières, espoir de cueillir un portefeuille ou une sinécure quelconque, certitude que tout était perdu et que la plouocratie internationale allait imposer leur règne apathique à une multitude qu'on croyait harrassée par onze mois de guerre.

A Luis Companys ils jouèrent en 1934, un sale tour à la vérité qui faillit lui coûter cher. Il devrait se méfier, et savoir que les milliers de bras des ouvriers valent bien, quand il s'agit de se battre et d'assurer la production, quelques têtes fort érudites mais bien encomrées de connaissances inutiles, des chambres de débarras en quelque sorte.

Companys n'est ni fasciste ni marxiste, ni rien de cela. Il est avocat.

Evidemment, si l'on attend l'autorisation de Chamberlain et de Staline, beaucoup d'eau coulera sous les ponts...

Former un cabinet, n'est rien,

former un cabinet viable est beaucoup plus difficile. Pour le moment, on peut dire que le Président Companys a formé un cabinet. Que celui-ci soit viable, c'est une autre affaire,

Toute tendance se réclamant ouvertement de la désunion devrait être rigoureusement tenue à l'écart.

Largement partisan de l'autonomie, nous ne saurions cependant pas reconnaître la légitimité d'aspirations retrogrades. On nous rétorquera que Monsieur Bosch Gimpera n'est pas entré dans le Conseil de la Généralité à titre de représentant d'Etat Catalá, mais ses sentiments

sont notoires.

Luis Companys est absolument libre d'exercer le pouvoir en se livrant à des exercices de haute voltige et en chevauchant, à la fois, le séparatisme, le catalanisme, le communisme, l'antifascisme. Mais il nous semble qu'il serait inhumain de lui rendre plus difficile encore ses exercices d'acrobatie en lui prêtant notre collaboration. C'est pourquoi nous avons cru décliner les portefeuilles qu'il nous avait offerts, et nous espérons qu'il nous en saura gré. De cette façon, s'il lui sera impossible de gouverner au profit de qui que se soit, il aura au moins la justification, si le cœur lui en dit, de gouverner contre nous,

(Suite à la sixième page.)